

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Lettre-de-Colombie-Le-professeur-Miguel-Angel-Beltran-depuis-la-prison-Modelo-a-Bogota>

Lettre de Colombie : Le professeur Miguel Angel Beltrán depuis la prison Modelo à Bogotá.

- Les Cousins - Colombie -
Date de mise en ligne : mardi 4 août 2009

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Deux mois se sont écoulés deux mois depuis ma détention arbitraire dans ce pavillon « de haute sécurité ». Nous sommes actuellement 73 « internes » (sur une population de 6.102 prisonniers), nous qui sommes enfermés dans cette zone de la Prison Nationale Modelo, qui peut bien être considérée comme « une prison dans la prison même » éloignée des autres cours et où nous avons seulement le droit à une heure quotidienne de soleil. Ici je partage non seulement le sort de commandants guérilleros mais, aussi, de narcotrafiquants reconnus et de chefs paramilitaires qui comme « Zeus » et « Niche » sont accusés d'être les auteurs de nombreux massacres d'hommes, de femmes et d'enfants sans défense. Par chance ceux-ci se trouvent dans un étage à part.

Chaque fois que je traverse les portes de cette institution pénitencière pour une audience ou un entretien avec les médias, les dispositifs de sécurité impressionnants révèlent que je suis considéré comme un inculpé de grandedangerosité par les autorités de la prison. « Le terroriste le plus dangereux des FARC » selon les mots même du président Uribe qui m'a condamné, sans être entendu dans un procès, et qui a remercié le président mexicain Felipe Calderon pour sa collaboration dans ma capture, même si les juges de garanties et d'appel ont insisté que mon arrestation a eu lieu en Colombie.

Quel sarcasme ! Alors que le procureur promet pour moi une peine de plus de quarante ans pour les délits de rébellion et de concert pour avoir commis un délit à des fins terroristes, les vrais criminels, qui ont semé la terreur dans tout le pays, on leur propose qu'ils purgent leurs dizaines d'homicides en 8 ans, en échange de leur confession, protégés par la politique « justice et paix ». Dans d'autres cas, la justice ne s'est même pas occupée d'eux et ils se restent dans une impunité totale en occupant d'importants postes publics ou des postes élevés de direction dans les forces militaires.

Dans ma procédure on ne m'accuse pas d'avoir dépecé des paysans à la tronçonneuse, ni on ne m'attribue pas l'assassinat de jeunes hommes provenant des classes populaires qui sont présentés plus tard comme des « faux positifs » ; non plus de cruels traitements inhumains et dégradants contre quelqu'un ; encore moins on m'incolpe des délits de lèse humanité : au contraire on m'accuse « d'instigation au terrorisme » pour dénoncer ces faits et de mettre en avant la responsabilité de l'État Colombien et des Forces Militaires dans ces crimes : on m'accuse d'être un terroriste pour soutenir dans mes écrits, dans des forums publics, que les FARC sont une réponse historique aux multiples violences de l'État, parce que dans ce pays, par décret présidentiel il n'existe pas de conflit armé, bien que le nombre de déplacés par la violence dépassent déjà les 4.000.000 personnes.

Le fait que l'on cite mes activités académiques comme des indices pour m'incolper, démontre qu'il s'agit d'une claire tentative de criminaliser un travail d'enseignant et d'investigation inconfortable pour l'*establishment*.

Dans le passé les mêmes acusatons ont été faites à remarquables professeurs universitaires comme le sociologue Alfredo Correa que l'on a accusé d'être un « idéologue des FARC » ; à cette occasion les fausses inculpations sont venues des informations fournies par les mêmes organismes d'intelligence de l'État, concrètement du DAS, institution qui dépend directement de la Présidence de la République. Bien que dans le processus juridique on a pu vérifier son innocence, l'État n'a pas garanti le droit à la vie au professeur Correa : peu de semaines après sa libération, il tombait assassiné dans les rues de Barraquilla.

Malheureusement, cette politique de harcèlement contre l'académie Colombienne n'est pas une chose du passé, au contraire elle se'est développée avec la mal-appelée politique de « sécurité démocratique ». William Javier Díaz est un exemple de cela, un membre de l'Atelier de Formation Estudiantine Raíces (TJER), qui pendant plus d'une décennie a développé des séminaires de pensée sociale à l'Université Pédagogique et l'Université du District « Francisco José Caldas », avec l'appui d'enseignants reconnus et de chercheurs aujourd'hui victime d'un montage juridique similaire, où, sur la base de fichiers pourris d'un ordinateur supposé récupéré de la guérilla, on le présente comme un militant des FARC.

Lettre de Colombie : Le professeur Miguel Angel Beltrán depuis la prison Modelo à Bogotá.

De cette façon l'État cherche à punir ceux nous qui considérons que les étudiants doivent être en contact permanent avec les problèmes sociaux pas seulement du passé mais aussi du présent ; que les futurs professionnels ont à être en contact avec les réalités dures et bornées d'un grand pays qui semble s'éveiller aujourd'hui après de longues années de léthargie.

L'université, centre par excellence d'une production et de circulation de la pensée critique, ne peut pas céder à cette intimidation, en se réfugiant derrière une supposée neutralité de la théorie, ni en se réfugiant dans la tour d'ivoire de la connaissance d'experts étrangère à tout engagement avec la réalité sociale, la liberté de pensée et d'expression - écrivait le professeur universitaire et aussi un militant des droits de l'homme, Hector Abad Gómez - « est un droit durement acquis à travers de l'histoire par des milliers d'êtres humains, droit que nous devons conserver. L'histoire démontre que la préservation de ce droit requiert des efforts constants, des luttes occasionnelles et encore, parfois, des sacrifices personnels ».

En Colombie, le Syndicat des Professeurs d'Université a été un instrument de défense de ce droit, en préservant avec sa lutte l' « *alma mater* », non seulement des barbares qui cherchent à la faire taire en recourant à la violence et à la menace, mais en faisant face aux politiques néolibérales qui cherchent à l'asphyxier budgétairement.

La solidarité généreuse que vous m'avez offerte pendant ces deux longs mois de réclusion, corrobore cet engagement que pendant des décennies vous avez maintenu en l'honneur de la défense de l'éducation supérieure et situe dès à présent que cette lutte n'est pas seulement pour ma liberté mais par la liberté et le respect du travail scientifique et intellectuel.

Depuis ces quatre murs qui emprisonnent mon corps, mais non ma pensée, je veux vous faire parvenir ma voix de reconnaissance sincère par ses gestes de solidarité et ma conviction que dans cette lutte nous arriverons jusqu'à la fin, pour que dans le pays la pensée puisse librement circuler et ne soit pas menacée par ceux insensés qui aspirent à revivre les temps de l'inquisition, en condamnant au bûcher nous qui exprimons des idées et opinions différentes.

Une accolade fraternelle.

Miguel Ángel Beltrán Villegas *

Prison Nationale Modelo.
Pavillon de Haute Sécurité.
Bogotá, le 20 Juillet 2009.

* **Miguel Ángel Beltrán Villegas** est né à Bogotá (Colombie) le 11 mai 1964. Il est diplômé d'une maîtrise de Sciences de l'éducation avec une spécialité en Sciences sociales de l'Université Distrital en 1987, et en Sociologie à l'Université Nationale de la Colombie en 1991.

Il a suivi des cours en maîtrise d'Histoire dans l'Université Nationale de la Colombie, il a été un boursier à la faculté Latinoaméricaine de Sciences sociales (FLACSO) en étant diplômé d'un Magistère de sciences Sociales en 1994, par la suite il a suivi des cours en doctorat d'Histoire à l'Université Latino-américaine et en doctorat d'Études Latinoaméricaines à la Faculté de Philosophie et Lettres de l'Université Nationale Autonome de Mexico, où il a été diplômé avec la thèse "Le Mouvement de libération National (MLN) au Mexique : Les vicissitudes d'un chemin vers l'unité (1961-1967)", pour laquelle il a obtenu une mention honorifique en 2001. Le Dr. Beltrán réalisait depuis juin 2008 un séjour Postdoctoral au Centre d'Études Latino-américaines - CELA - de la faculté de Sciences Politiques et Sociales de l'Université Nationale Autonome du Mexique (UNAM) ; avec un projet de recherche sur la succession présidentielle au Mexique, durant la période 1933-1934.

Lettre de Colombie : Le professeur Miguel Angel Beltrán depuis la prison Modelo à Bogotá.

De la même manière, il a été enseignant dans les universités du Cauca et d'Antioche, et il est actuellement professeur associé à temps complet de l'Université Nationale de la Colombie. Il est coordonnateur du département des théories sociologiques et du groupe de recherche de la même université ; "l'Amérique Latine : des transformations, des dynamiques politiques et une pensée sociale", et il a également fait partie du groupe de de recherche de l'Université Antioche ; " Une culture, une politique et un développement social", avalisé par Colciencias, organisme qui mène les politiques d'Investigation dans la Science et la Technologie.

Le professeur Dr. Beltrán Villegas, a obtenu la "Distinction à l'Excellence Enseignante" à l'Université d'Antioche (2002). Son activité d'enseignant et de chercheur a été marquée par la discipline, la rigueur, l'exigence académique et la pensée critique, donc, l'accuser de terroriste, guérillero et intellectuel des Forces armées Révolutionnaires de la Colombie (FARC) est une affirmation qui manque de fondement. De la même manière, il a été professeur de diverses matières dans le domaine de la sociologie et l'histoire de différentes générations d'enquêteurs, qui ont du professeur Beltrán un référent académique.

Traduction de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi.